

# Marga Klompé (1912-1986): une femme de science et une politicienne engagée auprès des déshérités



*Scientifique et enseignante, Marga Klompé s'engage dans la résistance néerlandaise durant la Seconde Guerre mondiale. Devenue membre du Parlement néerlandais en 1948, elle participe aux négociations de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations unies.*

*En 1952, elle est la première femme membre de l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'ancêtre du Parlement européen, et participe aux travaux qui allaient déboucher sur le traité de Rome. En 1956, première femme ministre des Pays-Bas, elle remporte l'une de ses plus grandes victoires en faisant adopter la première loi nationale sur la protection sociale universelle.*

## Années de jeunesse

Margaretha Albertina Maria («Marga») Klompé, est née le 16 août 1912 à Arnhem, aux Pays-Bas. Elle est la deuxième des cinq enfants de Johannes Klompé, propriétaire d'une papeterie, et d'Ursula Verdang, une immigrée allemande de la première génération.

Dans les années 1930, son père a des problèmes de santé et perd son affaire, plongeant la famille dans le dénuement. Cette expérience directe de la pauvreté marque profondément la jeune fille, qui deviendra le porte-drapeau des marginaux et des laissés-pour-compte.

Étudiante brillante, Marga Klompé s'inscrit à l'université d'Utrecht en 1929, où elle obtient son diplôme en 1937. Entre 1932 et 1949, elle enseigne la chimie et la physique au lycée de jeunes filles Mater Dei, à Nijmegen, et obtient un doctorat en mathématiques et en physique en 1941. L'année suivante, elle commence des études de médecine, qu'elle doit interrompre à cause de la Seconde Guerre mondiale. Marga Klompé rejoint la

résistance néerlandaise dont elle devient l'une des figures majeures en mettant en place un vaste réseau de femmes volontaires.

## Une femme politique d'exception

Après la fin de la guerre, Marga Klompé s'engage dans la politique, une voie inhabituelle pour les femmes de cette époque. Membre du Parti populaire catholique, elle prête serment à la Chambre des représentants, la chambre basse du parlement néerlandais, en août 1948. Elle participe, en tant que membre de la délégation néerlandaise auprès des Nations unies, à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies chargée des questions humanitaires et des droits de l'homme, et à la négociation de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Marga Klompé est la première femme membre de l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'ancêtre du Parlement européen actuel, dont la première session s'est tenue en 1952. Avant les élections

directes organisées en 1979, les membres de l'Assemblée étaient des délégués désignés par leurs parlements nationaux. En 1956, Marga Klompé participe à un groupe de travail créé par l'Assemblée, dont la mission est d'améliorer la mise en œuvre et d'élargir les pouvoirs de la CECA, ainsi que d'instaurer un marché unique s'étendant au-delà du secteur du charbon et de l'acier.

En 1956, Marga Klompé quitte l'Assemblée et rejoint, en tant que première femme ministre des Pays-Bas, le gouvernement de coalition de centre-gauche présidé par le Premier ministre Willem Drees. Ministre des affaires sociales, elle remporte l'une de ses plus grandes victoires en faisant adopter la loi sur la protection sociale universelle, qui remplace l'ancienne loi sur la pauvreté. Entrée en vigueur en 1965, celle-ci fait de la protection sociale un droit pour tous. Marga Klompé s'emploie à remplacer l'intervention des organisations caritatives par une meilleure protection sociale de l'État.

La loi sur les résidences pour personnes âgées, destinée à faire face au vieillissement de la population néerlandaise, ainsi que la loi sur les caravanes en faveur des personnes ayant un mode de vie nomade, font également partie de son héritage. De 1966 à 1971, elle est ministre des affaires culturelles, des loisirs et de l'action sociale au sein du cabinet du Premier ministre Piet de Jong. En 1971, Marga Klompé reçoit le titre de ministre d'État, un honneur accordé aux Pays-Bas à des responsables politiques de haut niveau et de grand mérite parvenus en fin de carrière.

Après avoir quitté la politique, Marga Klompé a poursuivi son combat en faveur de la justice internationale et de la responsabilité sociale, critiquant notamment le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Fervente catholique, elle est nommée présidente de la commission nationale des Pays-Bas pour la justice et la paix par le pape Paul VI. Elle participe en outre à la création de l'union des diplômées catholiques et du service des femmes volontaires catholiques.

Marga Klompé était admirée et respectée pour sa foi profonde, son humanité et ses convictions personnelles. Le grand nombre de rues, d'écoles et d'établissements de santé qui portent son nom aux Pays-Bas témoigne de la haute estime dans laquelle elle est tenue. Marga Klompé s'est éteinte le 28 octobre 1986 à La Haye.